Marais, Jean-Luc, *Le Maine-et-Loire aux XIX^e et XX^e siècles*

Jacques-Guy Petit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1966>

DOI : 10.4000/abpo.1966

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 10 avril 2011

Pagination : 206-208

ISBN : 978-2-75351410-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jacques-Guy Petit, « Marais, Jean-Luc, *Le Maine-et-Loire aux XIX^e et XX^e siècles* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-1 | 2011, mis en ligne le 30 mai 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1966> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1966>

MARAIS, Jean-Luc, *Le Maine-et-Loire aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Picard, 2009, 394 p. (tome 4, le premier à paraître, d'une Histoire de l'Anjou en quatre tomes).

Entre les grandes synthèses nationales, maintenant bien fournies, et le déferlement, ces dernières années, des histoires d'objets de savoir sous-thématiques, parfois minuscules, l'histoire régionale a-t-elle encore sa place ? L'occasion d'y réfléchir se présente avec l'ouvrage de Jean-Luc Marais sur le département de Maine-et-Loire à l'époque contemporaine (avec la collaboration de Marc Bergère pour le chapitre concernant la Deuxième Guerre mondiale). Il s'agit du tome 4 de l'Histoire de l'Anjou mise en chantier par les historiens de l'université d'Angers, conscients que malgré quelques ouvrages de qualité, anciens ou récents, l'Anjou d'avant la Révolution et le département de Maine-et-Loire attendaient une grande synthèse historique. Les volumes à paraître seront consacrés à la formation de l'Anjou des origines à Robert le Fort (tome 1), au temps des princes (tome 2), puis à l'Ancien Régime et à la Révolution (tome 3).

Pour traiter de l'époque contemporaine, nul n'était plus qualifié que Jean-Luc Marais, dont on connaît les beaux travaux régionaux, dont *Les Sociétés d'hommes*, ou nationaux (*Histoire du don en France de 1800 à 1839*). Pour cette synthèse, il s'appuie sur tous les ouvrages publiés en France et à l'étranger, ainsi que sur les centaines de maîtrises, masters, DEA et thèses réalisés dans le cadre du département d'histoire d'Angers depuis près de quarante années. De plus, en historien averti et scrupuleux, il a effectué un important travail de première main, en revoyant tout, ou presque, dans les archives, la presse, les institutions et bibliothèques spécialisées. Il a pu ainsi apporter de nombreuses informations neuves sur les sujets (démographie, agriculture, vie culturelle, etc.) ou les périodes (par exemple 1800-1830 ou 1919-1939) encore peu étudiés.

L'objectif étant de fournir une synthèse accessible au public cultivé, l'ouvrage est écrit dans une langue claire et non jargonante, sans trop d'insistance sur les débats historiographiques et il est dépouillé de notes en bas de pages, les bibliographies sélectives, à la fin de chaque chapitre, fournissant toutes les sources complémentaires utiles. Une des grandes forces du livre réside dans le fait que l'auteur met constamment en relation le local et le national, en insistant sur la façon dont une société provinciale est entraînée ou non dans les grandes mutations économiques, sociales, culturelles et politiques de la France pendant les deux derniers siècles. D'autre part, les larges perspectives mettent davantage en valeur la longue durée que le court terme. On l'a compris, l'ambition de Jean-Luc Marais est de réaliser, autant que faire se peut, une histoire totale.

Comme il est impossible de résumer un ouvrage aussi complet et d'une telle densité, nous reprendrons seulement quelques-uns de ses développements les plus neufs ou les plus importants. Pour la démographie tout d'abord. Contrairement à l'opinion commune, au XIX^e siècle, la natalité du Maine-et-Loire est inférieure à la moyenne nationale et le département est l'un des moins féconds de France. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, le département devient un des plus féconds, le premier même en 1975 ; un des plus jeunes aussi avec une espérance de vie élevée. Cette croissance démographique, malgré la faible immigration, peut s'expliquer aussi bien par le poids des traditions dans un département rural autant que par l'influence de l'Église. Le Maine-et-Loire est d'abord un département rural, marqué par le poids bien connu de la grande propriété aristocratique au XIX^e siècle (plus de deux en moyenne par commune) et l'importance de la petite exploitation familiale. Au dernier siècle, prolongeant tardivement le mouvement de spécialisation amorcé au XIX^e siècle, l'agriculture du Maine-et-Loire se modernise fortement à partir de 1950, le plus souvent sous l'impulsion locale des militants de la Jeunesse d'action catholique rurale (JAC) ou du Mouvement

familial rural (MFR). Appuyée par les laboratoires de l'INRA, la spécialisation est de plus en plus importante pour les productions laitières, fruitières, horticoles (premier rang national pour l'hortensia et les bulbes), vinicoles. Elle est aussi marquée par le développement du semencier Vilmorin dans la vallée très irriguée de l'Authion et, en 2005, l'Anjou est devenu le pôle national du végétal spécialisé.

Et pourtant, le Maine-et-Loire est devenu un département industriel. La manufacture textile dispersée du Choletais de la première moitié du XIX^e siècle (développements détaillés basés sur les travaux de Serge Chassagne et de Jean-Joseph Chevallier) s'est reconvertie, dans de nombreuses communes rurales de l'ancienne « Vendée », en une nébuleuse dynamique d'ateliers et de petites usines de chaussure puis de vêtements de mode. À Trélazé, dans la banlieue d'Angers, les mines d'ardoises emploient 5 000 personnes en 1921. La concentration des industries du chanvre et du textile par l'entreprise Bessonneau (travaux de Jacques Bouvet), où travaillent 6 000 salariés en 1911, fait alors d'Angers une ville industrielle. Autour de 1950, la disparition de Bessonneau, puis le déclin de l'ardoise angevine provoquent une mobilisation forte des acteurs économiques et politiques locaux. Entre 1960 et 1972, avec les retombées de la décentralisation et la disponibilité d'une importante main-d'œuvre féminine, 20 000 emplois industriels sont ainsi créés, surtout dans l'électronique et principalement dans l'arrondissement d'Angers. Jean-Luc Marais met en évidence le fait que le modèle industriel et social du Maine-et-Loire se caractérise alors par une production de masse, dans des usines qui emploient surtout des OS, un personnel très féminisé, peu qualifié, d'origine rurale, avec des salaires faibles. Malgré la crise de 1975, les emplois industriels du département ne décroissent vraiment qu'à partir de 1993. Mais le Maine-et-Loire reste le département le plus industriel de la région des Pays de la Loire.

On croit bien connaître la vie politique de l'Anjou, ses combats entre les blancs et les bleus depuis 1793 jusqu'à nos jours ou presque, avec la réactivation récente lors des commémorations de 1989-1993. Loin de ce schématisme, l'auteur, souvent à partir de ses propres recherches, se livre à une analyse approfondie des débats et des combats politiques angevins. Comme dans tous les autres domaines de l'ouvrage, il ne met pas seulement la politique du département en interaction avec celle de la France, il met en valeur la spécificité des comportements selon les arrondissements. Dans un département pacifié par le Concordat et l'habileté de Napoléon, malgré la puissance de la noblesse royaliste, il n'y a pas eu de Terreur blanche en Maine-et-Loire. Les libéraux (la bourgeoisie bleue puis républicaine), se manifeste surtout à Angers, dans le Saumurois et le Baugeois, tandis que pendant la Seconde République, l'extrême gauche (artisans et ouvriers) est très active. Le département est considéré officiellement comme un des plus mauvais pendant le Second Empire, car l'opposition ou l'abstention réunie des blancs et des rouges y est forte. La reconquête conservatrice, à partir de 1874, met les républicains divisés sur la défensive : jusqu'en 1914, ils n'obtiennent plus que 40 à 50 % des voix aux législatives. Cette reconquête peut s'expliquer par les capacités d'adaptation de la noblesse, le poids du monde rural et la force d'une Eglise catholique qui obtient la discipline électorale des catholiques en les mobilisant contre les lois laïques de la Troisième République et pour la défense religieuse, surtout celle des écoles privées. Plus que dans l'ensemble de l'Ouest, les positions semblent figées autour de 1890, les conservateurs n'étant pas seulement maîtres des paroisses rurales (d'où la faiblesse du radicalisme), mais aussi du monde ouvrier, le patronat bourgeois s'étant majoritairement rallié à l'opinion des élites traditionnelles. Quant au socialisme, il étalait ses divisions, y compris à Trélazé où le mouvement anarchiste est dynamique, avec son leader Ludovic Ménard.

Pourtant, pendant les deux guerres mondiales, le département se comporte, selon la formule de Marc Bergère, dans son chapitre novateur sur les années 1939-

1945, comme un « département ordinaire ». Après la Libération, la vie politique du département se situe résolument à droite pendant toute la deuxième moitié du siècle. Jean-Luc Marais montre comment la droite, conquérante de 1946 à 1970 (de 1962 à 1968, tous les députés sont gaullistes), reste ensuite dominante. La question clé est ici celle de l'école qui joue un rôle décisif au moment des élections locales. Devant la puissance de l'Eglise et des écoles catholiques (en 1984, 58 communes restent sans école primaire laïque), le camp laïque est sur la défensive. Après 1970, si la droite est divisée, avec le déclin des gaullistes et l'importance des centristes, elle reste dominante malgré la forte poussée socialiste, surtout dans l'agglomération angevine, avec sa zone d'influence, qui rejoint l'évolution nationale.

Les mutations économiques, sociales et culturelles des années 1960-1970 sont fortement soulignées. Avec l'arrivée de grandes entreprises (à elles seules Thomson et Bull réuniront ensemble jusqu'à près de 8 000 salariés), et la venue de nombreux cadres de la région parisienne, le microcosme angevin se renouvelle en profondeur, culturellement et politiquement, ce qui facilite l'émergence de l'université d'Etat (malgré la résistance de l'Eglise locale et de la « catho » qui craint de perdre son monopole et avec le soutien du conseil général). Des institutions culturelles novatrices trouvent leur public, comme la maison de la culture en préfiguration et le Centre national de danse contemporaine (CNDC), tandis que les élites traditionnelles se reconnaissent davantage dans la défense du patrimoine architectural.

Pour ces mutations des trente dernières années du XIX^e siècle, Jean-Luc Marais a mis en évidence le rôle clé de personnalités très diverses réunies par leur vision éclairée et leur volontarisme, du préfet Morin au gaulliste social Edgar Pisani en passant par le démocrate chrétien Barangé. Outre ce renouveau venu en partie des apports extérieurs et du rôle des individualités, il insiste surtout, en fin connaisseur de la vie religieuse, sur l'importance du terreau d'une forte et généreuse sociabilité catholique (nombreuses institutions paroissiales, Action catholique, etc.) qui a su s'adapter et innover au moment même où l'Eglise des années 1970, en Anjou comme ailleurs, entre en crise.

L'Anjou a longtemps eu la réputation d'être un département très particulier, totalement conservateur, sinon réactionnaire, massivement agricole, endormi dans ses bocages ou près des rives de la Loire dans une facile douceur de vivre, sous la férule d'une Eglise catholique dominatrice et antirépublicaine alliée à une puissante aristocratie terrienne. Jean-Luc Marais montre que ces représentations traditionnelles, sont en partie des clichés. Certes, l'auteur relève la permanence d'un tempérament politique local, marqué par la recherche du compromis, aussi bien à gauche qu'à droite, et par une sorte de « légitimisme » qui soutient le pouvoir en place quand son autorité est indiscutable. Mais, tout en gardant une certaine spécificité, le Maine-et-Loire, conclut Jean-Luc Marais, s'est progressivement intégré dans la vie économique, sociale et politique nationale.

Au total, cet ouvrage, fruit d'un travail considérable, présente toutes les qualités d'une grande étude historique : méthode rigoureuse, information exhaustive, précision de l'analyse, apports souvent neufs, ample perspectives, souci de relier le local et le national, solidité des interprétations à la fois fines et nuancées... Cette remarquable synthèse, preuve de tout ce que peut apporter l'histoire régionale quand elle tend à devenir une histoire totale, est un modèle du genre.

Jacques-Guy PETIT